

## Discours de François Hollande à Aurillac le 22 mars 2012

Monsieur le maire, cher Alain, Messieurs les présidents, cher René, cher Jacques, Mesdames, Messieurs les élus, Mesdames, Messieurs, chers amis, je suis de nouveau ici à Aurillac, comme voisin, comme ami et cette fois-ci, comme candidat à la présidence de la République. Ce soir, néanmoins, n'est pas un soir comme les autres. Cette réunion publique, à laquelle vous êtes venus nombreux, n'est pas une réunion publique comme les autres. Elle est la première que je tiens après la tragédie de Toulouse et de Montauban. La France, toute la France, a été endeuillée par des assassinats terroristes. Trois victimes choisies pour ce qu'elles incarnaient, l'armée française, puis ensuite quatre enfants foudroyés dans leur école, pour cette haine odieuse qui s'appelle l'antisémitisme. En cet instant et devant vous, ma pensée va vers chacune de ces vies brisées, va vers leurs familles, va aussi aux blessés qui luttent encore contre la mort. L'assassin a choisi ses cibles délibérément, parce qu'il haïssait ce qu'elles représentaient, des soldats de la République, ou ce qu'elles étaient, des enfants juifs dans leur école. Le terroriste voulait, en cette période électorale, nous diviser, introduire le ferment de la folie raciste, antisémite et même épouvanter notre communauté nationale. Il aura échoué. Ce ne sont pas des juifs, des musulmans ou un chrétien qu'il a assassinés, ce sont des Français, des citoyens de la République. Et c'est ce qu'ont exprimé les familles des victimes, les représentants des religions, ensemble, et toute la population.

Le rythme de la confrontation démocratique s'est figé pour quelques jours. Pour ma part, j'ai considéré que c'était nécessaire. Je respecte les choix qu'ont pu faire d'autres candidats. Cette tragédie imposait à tous de s'en tenir aux seules paroles qui convenaient dans cette circonstance, celles de la compassion, celles de la solidarité, mais aussi s'en tenir à la volonté de rechercher le coupable, l'assassin. L'action des forces de sécurité a conduit d'abord à l'identification, à la localisation et à la mise hors d'état de nuire du tueur. Les policiers qui ont mené cette opération méritent toute notre gratitude. Ils ont pris des risques, y compris pour leur propre vie. Et certains d'entre eux ont été blessés. Je veux, devant vous, leur rendre hommage et leur dire notre reconnaissance.

Il y a un temps pour tout, un temps pour s'affronter, un temps pour se réunir ; un temps pour débattre et un temps pour se recueillir ; un temps pour parler et un temps pour se taire. Aujourd'hui, la campagne reprend ses droits. C'est nécessaire ; c'est même indispensable. Le pays a besoin d'un débat clair, transparent, simple et en même temps exigeant. Le pays, c'est-à-dire notre pays, la France, va faire un choix décisif, un choix essentiel, le choix de son destin pour les cinq prochaines années. Un choix d'une personnalité pour représenter l'Etat et donc la Nation tout entière, mais un choix aussi de conception de la société, de la politique, de l'action internationale. Ce choix mérite d'être respecté et le temps qui va maintenant nous être donné pour cette confrontation doit être un temps plein et en même temps un temps digne.

La campagne reprend ses droits mais rien ne devra être oublié. La tragédie de Toulouse, de Montauban, marquera durablement les esprits. Elle nous rappellera d'abord que la lutte contre le terrorisme n'est pas terminée. Elle se poursuit et elle se poursuivra et cet engagement devra être total, avec les moyens nécessaires et en même temps les exigences indispensables. La première de cette exigence pour mener cette bataille, cette lutte, ce

combat contre le terrorisme, c'est l'affirmation des valeurs de la République. C'est en leur nom, au nom de ces valeurs, de ces principes, que nous nous défendons. C'est pour les valeurs de la République que nous luttons et c'est par les valeurs de la République que nous vaincrons la menace terroriste. La France doit réaffirmer sa fierté, la fierté d'être elle-même, la fierté d'être portée par des principes qui nous dépassent, qui nous rendent plus grands que nous-mêmes. Oui, nous devons réaffirmer, justement en ces instants, notre attachement à ces principes fondamentaux. Lesquels ? La primauté du droit, la justice, le respect de la personne humaine, l'égalité. Ce n'est pas de moins de République dont nous avons besoin. Ce n'est pas moins de République qui nous rendra plus forts. C'est plus de République qui nous permettra de vaincre et d'être à la hauteur des défis que nous allons affronter.

La République, c'est à la fois notre patrimoine commun que nous devons préserver, mais c'est aussi le levier, l'outil indispensable pour répondre à toute menace et prévenir toute agression. C'est par l'affirmation, l'incarnation de la République dans la société française, que nous pourrons être plus unis, et donc plus solidaires et donc plus forts, pour gagner la bataille.

La seconde exigence c'est le refus de l'amalgame. Ce n'est pas un musulman qui a perpétré ces assassinats parce qu'il était musulman. C'est un terroriste, qui a d'ailleurs tué d'autres musulmans. L'islam ce n'est pas l'islamisme, ce n'est pas le terrorisme. Le terrorisme peut se servir d'une religion. Il ne peut pas se confondre avec elle. L'islam est pratiqué par des millions de personnes dans le monde, de façon pacifique. L'islam est la religion de centaines de milliers de Français, qui vivent et pratiquent dans la paix et dans le respect des lois de la République. Aucune religion n'a à être suspectée, et encore moins à être stigmatisée. Seul le terrorisme doit être éradiqué car il est contraire à tout ce qui est humain. Le terrorisme, c'est la haine, la haine des autres. Le terrorisme, c'est la négation, la négation de l'humanité. Le terrorisme, c'est la lâcheté. C'est pousser la folie jusqu'à s'en prendre aux plus faibles, aux plus innocents des innocents, des enfants eux-mêmes. Le terrorisme ne peut trouver aucune justification, aucune. C'est Albert Camus qui l'avait énoncé avec force. Quelle que soit la cause que l'on défend, elle restera toujours déshonorée par le massacre aveugle d'une foule innocente. Aucune justification ne peut être trouvée à un acte terroriste.

La lutte contre le terrorisme doit d'abord se situer à l'échelle internationale. Al Qaida, hélas, n'a pas disparu avec la mort de Ben Laden et cette organisation sévit, prospère même, chaque fois que le chaos s'est introduit. En Irak, en Lybie, en Somalie, en Afghanistan, au Pakistan, partout où il y a du désordre, partout où il y a des violences sans limites. Partout où les Etats ont disparu, là, s'infiltrer cette organisation. Elle a pris un autre nom dans le Sahel : Aqmi. Elle détient encore aujourd'hui, au moment où je parle, plusieurs de nos ressortissants en otage. Ce qui doit conduire la France à mener une politique de lutte contre le terrorisme à l'échelle qui convient, l'échelle internationale, à faire les coopérations indispensables, à échanger les informations, les renseignements ; à pouvoir aussi considérer la lutte contre le terrorisme comme l'une des principales missions de notre politique de défense, et soutenir également tous les pays et notamment les plus fragiles, les plus faibles, les plus pauvres, qui luttent contre le fléau du terrorisme. Et ici, en France, la République doit être implacable. Il y a des lois ; elles existent. Notre code pénal a été à plusieurs reprises renforcé pour lutter contre cette menace. Cet arsenal peut comporter des failles. Une faille a d'ailleurs été à un moment relevée par un ministre du Gouvernement. Nous verrons de quoi

il s'agit. Mais ce qui compte, au-delà des effets d'annonce, ce qui compte, ce sont les moyens pour faire appliquer les lois. Moyens qui doivent être donnés aux services de renseignement, moyens qui doivent être attribués à tout ce travail de suivi, de vigilance des personnes identifiées comme dangereuses. Les enquêtes en milieu pénitentiaire, là où se regroupent il est vrai, des personnes qui peuvent à un moment concevoir l'idée d'une action. Et surtout mieux coordonner nos équipes. Des services qu'on appelle DCRI, DGSE, qui doivent travailler dans le même sens pour être efficaces. A la suite du drame de Toulouse et de Montauban, des questions seront nécessairement posées. L'heure n'est pas aujourd'hui de faire je ne sais quelle polémique. L'enquête dira ce que nous aurons à connaître là-dessus.

C'est vrai que ce tueur, Mohamed Merah, avait fait deux voyages, l'un en Afghanistan en 2010, l'autre au Pakistan en 2011. Il avait justifié un motif touristique. Un contrôle, accru donc, des déplacements de voyageurs dans des pays sensibles, s'impose. Mais je le dis, nous tirerons toutes les leçons de cette tragédie et nous en aurons la clarté. Et donc toutes les conclusions seront mises à profit de la République. Au-delà de l'élection présidentielle, nul ne doit avoir le moindre doute sur la politique qui sera suivie au lendemain du mois de mai. Et si les Français m'accordent leur confiance, je leur affirme ici : la République ne laissera aucun terroriste en paix. La République poursuivra tous ceux qui menacent la sécurité de nos concitoyens. La République combattra tous ceux qui se livrent à des actions terroristes et la République les vaincra, parce que c'est ça, le combat incessant de la démocratie et de la République contre le fléau de la haine et de la barbarie. La France ne baissera jamais la garde. Il y va de notre cohésion nationale et aussi de nos libertés individuelles. Chaque Français, sur le territoire de la République, a le droit d'être protégé. Oui c'est un droit, garanti par l'Etat, pour toutes celles et tous ceux qui vivent ou se trouvent sur notre sol.

La sécurité c'est la première des libertés. C'est la liberté sans laquelle les autres libertés perdent leur valeur et leur sens. Si l'un d'entre nous a peur alors il n'est plus libre. Ce sont les plus faibles, les plus démunis, les plus fragiles qui paient toujours le prix le plus fort. La France a besoin de retrouver la force sans laquelle le droit est impuissant. C'est Robert Badinter qui aimait à le dire : l'Etat de droit ce n'est pas l'Etat de faiblesse.

Voilà pourquoi je mettrai en œuvre une sécurité de proximité, assurée par la police de nos quartiers et la gendarmerie dans nos territoires ruraux. Je ne peux admettre que 12 000 postes de policiers et de gendarmes ont été supprimés depuis 5 ans. Je créerai des zones de sécurité prioritaire. Là où sont concentrées les violences et la délinquance, là devront se trouver les moyens pour lutter contre ces drames au quotidien. Et bien sûr, toutes les formes de police pourront coopérer et conjuguer leur effort avec les services de l'Etat concernés aussi par la lutte contre les trafics. Je pense aux services fiscaux, aux services douaniers. Nous aurons aussi à mettre en œuvre un suivi des plus jeunes délinquants, ceux qui peuvent justement dériver vers toutes les formes de violence et de radicalité. Il nous faudra donner davantage de moyens à ce qu'on appelle la protection judiciaire de la jeunesse, celle qui suit les délinquants, qui jeunes, sont trop souvent punis, tout en étant livrés à eux-mêmes. Dois-je rappeler que 120 000 condamnations restent inappliquées ? Je doublerai le nombre de centres éducatifs fermés pour les mineurs condamnés par la justice, parce que leur place n'est pas en prison. Les moyens de la justice, eux aussi, seront renforcés parce qu'il nous faut une justice plus rapide et qui puisse suivre un certain nombre d'individus pour éviter la récidive. Les collectivités locales seront associées à cette mission

de sécurité. Je lutterai aussi contre les bandes, parce que dans certains quartiers, le trafic de drogues conduit à des trafics d'armes. Regardez le stock que le terroriste avait pu constituer. Et ces trafics d'armes font, nourrissent, également des actions terroristes. Aucun quartier ne sera livré à lui-même. Aucun territoire ne sera abandonné. Oui, la sécurité, ça fait partie aussi de nos engagements, surtout de nos engagements, puisque c'est la première des libertés. Et que l'on ne vienne pas nous dire que la Gauche là-dessus aurait, je ne sais quelle indulgence, ou que la Droite aurait, je ne sais quelle compétence en matière de sécurité.

La République c'est la sécurité, mais la République c'est la laïcité. Toutes les religions sont respectables. Toutes ont leur place en France. C'est la liberté de conscience. La République ne méconnaît aucune de ces religions, mais elle ne connaît que la loi, qui doit être la même pour tous et qui fixe aux cultes leur espace, au domaine privé, ses frontières. Je ne céderai pas sur ces règles sans lesquelles il n'y a plus aucune référence commune qui vaille, aucun socle qui dure, aucun repère qui tienne.

La laïcité impose la séparation du public et du privé, du religieux et du citoyen. A la religion le domaine de la vie privée selon la liberté de chacun. A la République, celui de la vie publique. Et c'est le devoir de tous. L'égalité entre les hommes et les femmes fait partie de nos valeurs. L'autorité parentale, et pas seulement paternelle, aussi. Et si certains représentants radicaux de telle ou telle religion y sont hostiles, la République les rappellera avec force et les fera valoir ces principes d'égalité entre les femmes et les hommes.

Je ne me plains jamais quand au plus haut sommet de l'Etat, la laïcité est enfin proclamée. Mais moi, je veux une laïcité sans épithète. Elle n'a pas besoin d'être ouverte ou tolérante. Elle est la laïcité avec toute sa force.

Et là encore, le respect de la liberté est compatible avec les devoirs dans la République. La laïcité, c'est une loi de liberté, qui permet à chacune, à chacun, de vivre comme il l'entend. Mais, dans l'espace public, il y a un ensemble de règles qui s'imposent à tous, dans l'école de la République, dans l'hôpital public et dans les services publics. Et chaque fois que l'on met en cause l'école publique, l'hôpital public, les services publics, on met en cause la laïcité dans la République. La laïcité, c'est à la fois notre histoire mais aussi notre avenir. C'est pourquoi j'ai proposé d'inscrire dans la constitution les principes de la loi de 1905 sur la séparation des églises et de l'Etat, de façon à ce que les lois, les jurisprudences des tribunaux s'en inspirent.

Mais regardons la réalité en face, même si elle ne nous fait pas plaisir. Nous avons à relever un autre défi, celui de l'intégration. La République a longtemps été une machine extraordinaire, presque miraculeuse, qui à partir d'identités multiples, à partir de l'immense diversité de nos histoires singulières, de passés différents, à partir d'une infinité de mondes mêlés, parvenait à fabriquer les Français. C'était, et c'est encore, l'intégration. C'était longtemps les provinces de France, qui sont devenues républicaines. Puis ensuite ces populations qui ont été une à une intégrées et nous ont apporté ce que nous sommes, un pays divers et en même temps uni. Nous avons beaucoup gagné et nous gagnerons encore de ces mouvements. Mais aujourd'hui, nous devons donner à la machine républicaine toute son énergie. Et elle en manque.

Nous devons regarder les choses en face. Personne en France, d'abord, ne doit manquer de respect. Personne ne doit souffrir de ce qu'il est. Personne ne doit avoir à répondre de son origine, de sa religion, de son lieu de résidence, de sa couleur de peau. Chacun doit être citoyen de la République. Aucune discrimination. La République reconnaît tous ses enfants. Elle n'en laissera aucun au bord du chemin. Mais à l'inverse, chacun doit respecter les institutions de la République, la police, l'armée, l'école, ce que nous avons fait ensemble, dans notre histoire et qui nous permet d'être une grande Nation. Et au-delà du respect mutuel, il y a l'apprentissage de ce qu'est la République, c'est-à-dire l'école.

L'école n'est pas un lieu parmi d'autres, c'est l'endroit où la vie s'apprend avec son exigence, sa rigueur, sa discipline. L'école, c'est le lieu où s'acquiert une culture dont nos enfants ne sont pas propriétaires, mais dépositaires. Je tiens ici à exprimer ma confiance, ma reconnaissance, aux enseignants de notre pays. Leur tâche est la plus importante de toutes. Ce sont eux qui permettent cette transmission et qui, malgré toutes les difficultés de la tâche, arrivent à intégrer. Et c'est d'autant plus dommageable d'avoir abîmé depuis cinq ans l'école de la République, d'avoir supprimé des postes (80 000), d'avoir touché à ces structures qui permettaient d'accompagner, et d'accompagner encore, les enfants les plus fragiles. Je pense aux RASED, je pense même ici, dans le Cantal, à l'Erea dont on réduit les moyens, c'est-à-dire l'enseignement adapté. Double peine qui a été infligée, d'abord on supprime des postes pour tout le monde, ensuite on fait l'arbitrage, et ce sont les plus fragiles qui ont à supporter encore davantage de suppressions de postes, de suppressions de moyens, de fermetures ! Je pense aussi au lycée d'Aurillac gravement mis en cause, lui aussi, pour les moyens qui lui sont accordés ou qui ne lui seront plus.

C'est la raison pour laquelle j'ai annoncé il y a déjà plusieurs mois — parce que c'était pour moi la condition pour assurer les réformes de l'école indispensables, pour redonner confiance, pour assurer l'égalité — oui, j'avais annoncé, et je le réaffirme ici, la création en cinq ans de 60 000 postes supplémentaires dans l'Education nationale. Ils couvriront tous les métiers, permettant qu'il y ait plus de professeurs, plus d'infirmières scolaires, plus de médecins scolaires, plus de surveillants, mais aussi un vrai service public de l'orientation. Parce que tout ne peut pas se jouer dès les premiers âges de la vie, et que l'on a besoin d'accompagner un certain nombre des enfants qui peuvent, à un moment, connaître une difficulté puis avoir une deuxième chance, une troisième chance. Car rien ne doit être fatal, rien ne doit être déterminé par avance.

On m'a fait la leçon là-dessus. La droite, ils savent faire des leçons, mais ils ne les apprennent jamais ! Il m'a été dit : « ça coûte trop cher, on n'a plus les moyens ». J'ai fait mes comptes : 60 000 postes, 500 millions d'euros par an, 2,5 milliards à la fin du quinquennat. Mais quand il s'est agi d'alléger ou de supprimer l'impôt sur la fortune, rien ne les a arrêtés ! Pas davantage d'instaurer un bouclier fiscal pendant cinq ans, qui a coûté bien plus que les moyens que je veux redonner à l'Education nationale. Parce que ce qui compte pour moi, ce n'est pas d'accorder un bouclier aux plus favorisés, mais c'est de permettre que les plus jeunes, ceux qui doivent réussir leur vie, aient toutes les armes pour y parvenir.

Ces moyens nous permettront de rétablir la formation initiale des enseignants, une formation digne de ce nom. Je pense ici à l'IUFM d'Aurillac, parce que nous avons besoin de former les jeunes enseignants si nous voulons qu'ils puissent justement transmettre la connaissance, le savoir, les valeurs de la République.

Je lutterai contre un mal nouveau qui frappe au-delà des quartiers de nos villes, et qui s'appelle la déscolarisation scolaire, ces jeunes qui s'échappent avant même la fin de ce qu'on appelle l'obligation scolaire, ces absentéistes, ceux qui ne font plus l'école buissonnière mais ne croient plus du tout en l'école de la République. Je l'affirme ici : aucun jeune de 16 à 18 ans ne restera sans solution : soit il sera dans l'Education nationale en apprentissage, soit en formation ou en service civique. Je ne veux plus voir aucun jeune en situation de rupture par rapport à ce que doivent être son parcours, sa chance et son accomplissement. 150 000 jeunes sortent du système scolaire sans diplôme, sans qualification. J'affirme ici que dans cinq ans, si les Français m'ont permis d'être le prochain président de la République, il y aura moitié moins d'enfants qui seront dans cette situation. Et ce sera encore trop ! Mais c'est le devoir que nous devons nous imposer, parce qu'il n'est pas possible — nous qui avons fait tant et nos anciens encore davantage pour l'école de la République — qu'un seul jeune puisse ne pas avoir, au terme de sa scolarité, la capacité de réussir sa vie. Et s'il ne l'avait pas, je prends un autre engagement : ce jeune devra avoir un capital de formation tout au long de sa vie, pour pouvoir avoir une deuxième chance, une troisième chance, en plus de ce qu'il pourra avoir dans le système de formation professionnelle dans son entreprise. Celui qui n'a pas eu le temps de rester à l'école doit avoir du temps dans sa vie pour de nouveau connaître la transmission du savoir, de la connaissance, de la qualification. C'est l'égalité!

Transmission des valeurs, rôle de l'école, et en même temps, il y a le service civique. Nous ne remplacerons pas le service militaire par un service civique obligatoire. Mais tout de même, c'est une belle idée, le service civique. Il est dommage de l'avoir laissé réduit à peu de chose. A peine 25 000 jeunes sont en service civique aujourd'hui. Il y a en a encore, prenons l'engagement de porter à 100 000, 120 000 le nombre de jeunes qui seraient en service civique dans une génération, pour leur permettre d'être utiles aux autres et d'être utiles aussi à eux-mêmes, d'avoir cette fierté de pouvoir être considérés comme un élément de la Nation.

Le patriotisme doit être revendiqué par nous. Il y a un patriotisme à servir son pays de multiples manières. Patriotisme des jeunes à être utiles, patriotisme des fonctionnaires à faire leur service, patriotisme des chercheurs à inventer, patriotisme des entreprises à créer, patriotisme des salariés à être les meilleurs dans leur domaine, patriotisme des agriculteurs à nourrir la population. Oui, chacun doit faire son devoir. Patriotisme aussi au sommet de l'Etat, cela peut servir ! Patriotisme aussi au sommet des directions d'entreprises. Et c'est la raison pour laquelle j'ai considéré qu'au-delà d'un certain montant de rémunération, il était légitime de pouvoir fixer une limite, et que quand cette limite était franchie, de faire revenir par des recettes fiscales ce qui n'aurait pas dû être distribué par des actionnaires.

Nous avons besoin de ce patriotisme au moment où nous doutons de nous-mêmes, au moment où nous nous posons la question de savoir ce que sera l'avenir de la France. Il dépendra de nous, de la confiance que nous avons en nous-mêmes, en nos enfants, en la jeunesse, en nos valeurs. C'est nous qui avons la réponse ! Elle ne viendra pas simplement d'une autorité au sommet de l'Etat — ça, c'est ce que nous avons à régler dans les prochains jours... Mais ce sera un mouvement bien plus grand, bien plus vaste. Le changement que je veux pour le pays n'est pas simplement le changement d'un président, c'est le changement du destin d'une Nation, la nôtre, grand pays, pays qui doit montrer l'exemple, qui doit servir

de référence, capable de se rassembler, capable aussi de donner du travail à ceux qui en demandent — parce que c'est quand même la première obligation !

Or c'est souvent le chômage, la précarité, l'échec scolaire, l'exclusion qui accélèrent les ruptures, qui donnent naissance à des situations d'enclavement, de ségrégation. Depuis cinq ans là encore, dans un certain nombre de quartiers de nos villes, la République a trop souvent battu en retraite, laissant le champ à du communautarisme. Parce que quand l'école n'est pas suffisamment présente, quand les services publics ne sont pas à leur place, quand il n'y a pas les emplois, alors, ce sont d'autres qui organisent une solidarité, mais qui n'est plus la solidarité nationale, qui est la solidarité communautaire, la solidarité familiale, la solidarité clanique.

Nous, nous voulons la solidarité nationale, parce que nous savons qu'elle nous garantit l'égalité de droits et de devoirs. C'est la raison pour laquelle j'ai affirmé la nécessité, dans ces quartiers, dans les lieux déshérités, de mettre des emplois d'avenir, des emplois-jeunes — 150 000. Parce que je ne peux pas accepter que dans un certain nombre de nos villes, les jeunes soient au chômage à des niveaux insupportables : 25 % de chômage des jeunes dans tout le pays, 40 % dans les quartiers de certaines de nos banlieues, 60 % en Outremer. Nous sommes là devant un risque, à tout moment, de colère, d'explosion ou pire, de repli, de résignation, de trafics de toutes sortes. Voilà l'enjeu ! C'est aussi la raison pour laquelle j'ai proposé, dans cette campagne, un contrat de génération qui permettrait à l'employeur qui garde un senior le temps qu'il puisse partir à la retraite avec dignité et avec une pension à taux plein, d'embaucher un jeune de moins de 25 ans avec un contrat à durée indéterminée et de ne pas payer de cotisations sociales sur les deux emplois. Parce que nous avons besoin de ce lien, de cette solidarité, de cette confiance, de ce pacte entre les générations.

Notre cohésion nationale repose sur le respect du travail.

J'entends le candidat sortant nous parler de la valeur travail. Mais où est la valeur travail quand 4 millions de nos concitoyens sont au chômage ? Où est la valeur travail quand il y a 8 millions de pauvres, de précaires, de CDD, d'intérim, de femmes qui sont condamnées à occuper des emplois à temps partiel (80 % du temps partiel, ce sont des femmes) ? Où est la reconnaissance de la valeur travail quand il y a tant de jeunes qui ne peuvent pas accéder même à un stage ? Et quand il y a tant de seniors qui sont écartés du marché et travail – et à qui l'on dit qu'il faudrait attendre l'âge de la retraite, ou à qui l'on promet, maintenant, une nouvelle exonération de cotisations sociales ? Il est bien temps ! C'était même prévu dans la loi sur la réforme des retraites, et cela a été oublié. Tant de choses ont été oubliées pendant ce quinquennat ! Même les lois qu'ils ont fait voter, ils ne les ont pas appliquées !

Mais pour le travail, il faut de l'activité économique, de la croissance, de la production ! Ce sera un grand défi, là aussi, des prochaines années. Sommes-nous capables de renforcer notre industrie – d'où l'idée de la banque publique d'investissement ? De soutenir l'effort des PME, l'innovation ? De faire en sorte que notre agriculture soit renforcée à travers des filières d'excellence ? Que les aides qui sont consacrées aux agriculteurs récompensent davantage le travail que, quelque fois, simplement la spéculation ? Parce que la spéculation s'est introduite partout, y compris dans les matières agricoles. La finance, ce n'est pas simplement la spéculation des valeurs boursières. C'est aussi, maintenant, sur les matières

premières, sur tout ! Eh bien, moi, je veux que ce soit la France qui décide, et pas la finance qui impose ses lois !

Oui, nous aurons à redonner cette confiance dans l'économie, dans la croissance, dans l'activité, dans la production. Et c'est une des raisons qui m'ont conduit – et j'en prends là encore, devant vous, l'engagement – à renégocier le traité d'austérité qui a été signé, pas encore ratifié, par des chefs d'Etat et de gouvernement qui, bien sûr, doivent avoir des disciplines pour conduire leurs politiques de finances publiques. Mais s'il n'y a que de l'austérité, et s'il n'y a pas de croissance, eh bien il n'y aura ni la réduction des déficits, ni la maîtrise de la dette ! Et il n'y aura pas davantage de croissance et d'emploi. Tout se tient : réduction des déficits, croissance, activité. Et c'est pourquoi je me battraï autant qu'il sera possible. Et je le ferai avec le mandat que vous me donnerez, pour renégocier ce traité européen !

L'intégration, c'est une obligation ! Faire que chaque jeune puisse se considérer comme pleinement français. L'assassin, le tueur, était citoyen français. Et il a tué d'autres Français. Comment comprendre ? Rien ne peut justifier. Rien ! Et en même temps, savoir que même un seul, aussi fou soit-il, puisse penser qu'il n'est pas dans le même devoir que le nôtre d'être Français, et qu'il attaque d'autres Français, nous amène à considérer qu'aucune personne, aucun jeune ne doit penser qu'il n'est pas Français s'il a la citoyenneté française. « Français », je l'ai dit, c'est le plus beau mot que l'on puisse mettre avec « citoyen » : citoyen français ! Chacun doit être fier d'être Français, à la condition que la République elle-même ait permis à chacun, à chacune de réussir sa vie et de se sentir pleinement Français, pleinement citoyen ! Voilà le devoir qui doit être le mien si je deviens président de la République.

Depuis trois jours, tous mes actes, tous mes gestes, toutes mes paroles ont été guidés par le seul souci qui est le mien : rassembler la communauté nationale. Et je n'emboîterai pas le pas à l'emballement, à la surenchère, à la polémique. Je me tiendrai toujours à distance de ces attaques qui ne me touchent pas, parce que je n'ai qu'un seul objectif : rassembler ! C'est le sens même de ma candidature. Réconcilier les Français, qui ont subi depuis trop d'années trop de divisions, trop de diatribes, trop de discordes !

Pour moi, l'autorité suppose l'apaisement. La fermeté appelle l'harmonie. Et la responsabilité exige l'unité. C'est ainsi que je conçois à la fois ma candidature et demain, si les Français m'en donnent mandat, ma responsabilité de chef de l'Etat.

Cette idée de la République ne me quitte jamais, et je ne changerai pas de discours. Je ne modifierai pas mon attitude. Le rassemblement, je le voulais hier. Je le veux aujourd'hui. Et je le voudrai encore davantage demain. Je ne me laisserai pas détourner de mon cap, de mon objectif. Parce que j'ai un devoir – envers mon pays, envers vous : rendre possible le changement ! Ouvrir un avenir meilleur ! Retrouver le rêve Français qui a fait notre grandeur ! Bref, changer le destin de notre pays.

Le rassemblement, pour ce qui me concerne, ce n'est pas un propos de circonstance. Ce n'est pas un réflexe patriotique. Ce n'est pas un sursaut lié à l'épreuve – par ailleurs nécessaire. Non, le rassemblement, c'est une constance. Pas une circonstance.

Rien, je vous le dis ici à Aurillac, rien n'empêchera le changement qui vient ! Rien n'arrêtera le changement : ni les forces de la division, ni celles de la soumission et encore moins celles de la réaction. Le changement, il vient ! Il arrive ! Il est nécessaire ! Il est attendu ! Il est espéré !

Ce changement, je dois le porter ! Aucune épreuve, aucune force contraire, aucune polémique, aucune attaque n'empêchera l'avènement de ce changement si vous – vous ! – en décidez. Ce changement, je le porte. Mais ce sont les Français qui vont, par leur vote, dire s'ils le veulent maintenant.

Il se détermine le 22 avril, au premier tour, le changement. Il se construit là, pour devenir irréversible le 6 mai !

Trois mots m'inspirent, au moment où je parle devant vous. Le premier, c'est la conscience : conscience de mon devoir – d'abord de faire le changement, ensuite de le réussir. Ensuite, c'est la confiance : celle que j'ai dans mon pays et celle que le pays doit porter, aussi, vers ma candidature. Et enfin, le dernier mot, c'est la cohérence : la cohérence de mon projet, 60 propositions que j'ai présentées. Pas besoin d'improvisation ! Pas besoin d'annonces précipitées ! Pas besoin de découvertes soudaines ! Pas besoin, non plus, de promesses inconsidérées ! Pas besoin d'une campagne qui ne serait qu'une suite, là encore, de virevoltes, de circonstances et qui, en définitive, abuserait une nouvelle fois les Français qui doivent regarder les cinq dernières années s'ils veulent savoir ce qu'ils ne veulent plus pour les cinq prochaines !

Et donc, fort de cette conscience, de votre confiance et de la cohérence que je porte, je veux aller vers les Français pendant le mois qui nous sépare du premier tour. Nous le ferons avec toute la responsabilité qui doit être la nôtre, toute la retenue en fonction des événements qui se sont produits – et en même temps, avec la ferme détermination de convaincre et de ne pas laisser les enjeux s'obscurcir ou se confondre.

L'enjeu, c'est l'avenir de la France !

Rien, je vous l'ai dit, rien n'empêchera le changement. Nous avons à construire, à écrire une nouvelle page de notre histoire. Nous l'écrivons ensemble, pour la jeunesse de France ! Pour lui tenir la promesse de la République que nous-mêmes nous avons reçue des générations précédentes. Oui, nous lui ouvrons, à cette jeunesse de France, un nouveau chemin – qui d'ailleurs sera celui de toute la Nation : le chemin de la justice, le chemin du redressement, le chemin du progrès, de la dignité, de l'espérance ! C'est en faisant revivre le rêve français que l'on fera aimer la France par tous ses enfants.

Je veux faire aimer la France par toutes les forces qui l'animent ! Je veux faire aimer la France parce que je veux que la République soit plus grande au lendemain du 6 mai, après notre victoire – cette victoire que nous devons bâtir, que nous devons façonner. Un mois pour y parvenir ! Je vous fais appel : c'est vous, c'est vous ici rassemblés et, au-delà de vous, tous les Français – en tout cas une majorité d'entre eux – qui doivent maintenant décider de leur destin. Il ne reste qu'un mois. Un mois ! Un mois, c'est peu. Un mois, c'est encore beaucoup. Des événements – je l'avais dit – peuvent toujours survenir. Chacun doit être pris pour ce qu'il est, c'est-à-dire un défi qui doit nous rehausser à chaque fois et nous mettre à la hauteur de ce que les Français exigent.

Je veux vous faire gagner – non pas vous parce que vous êtes là devant moi –, je veux faire gagner la France et la République !

Voilà mon devoir. Voilà ma tâche. Voilà ma mission. Voilà mon objectif. Et voilà pourquoi je suis confiant d'être devant vous, ici, à Aurillac comme candidat à la présidence de la République française !

Ce soir à Aurillac, la campagne présidentielle, pour ce qui me concerne, recommence. La démocratie ne s'est jamais interrompue car elle ne s'interrompt jamais. Elle est toujours présente, y compris dans les épreuves. Non, ce qui va reprendre aujourd'hui, c'est la confrontation, c'est le débat. Mais ce qui vient de se passer nous oblige. Nous devons nous situer à la hauteur de l'enjeu, répondre aux attentes, juger les projets, regarder les bilans — c'est bien légitime. Ceux qui ont gouverné doivent rendre compte de leur action. Bientôt, il nous ferait croire qu'il est un président par éclipse ! Nous devons garder de la dignité dans les arguments et appeler au rassemblement. C'était ma démarche avant ce drame, c'est ma démarche après ce drame, et je n'en changerai pas. J'ai noté que les polémiques avaient repris — on ne les refait pas, ils sont ainsi ! Les polémiques avaient même repris avant que l'opération ne soit dénouée par les forces de sécurité dont j'ai salué l'intervention. L'extrême droite a recouru à l'amalgame, la droite a reproché à la gauche d'instrumentaliser le drame, contre toute raison, contre toute vérité. C'est leur méthode, ce ne doit pas être la nôtre, ce ne sera pas la mienne.

Depuis trois jours, tous mes actes, tous mes gestes, toutes mes paroles ont été guidés par le seul souci qui est le mien : rassembler la communauté nationale. Et je n'emboîterai pas le pas à l'emballement, à la surenchère, à la polémique. Je me tiendrai toujours à distance de ces attaques qui ne me touchent pas, parce que je n'ai qu'un seul objectif : rassembler ! C'est le sens même de ma candidature. Réconcilier les Français, qui ont subi depuis trop d'années trop de divisions, trop de diatribes, trop de discordes !

Pour moi, l'autorité suppose l'apaisement. La fermeté appelle l'harmonie. Et la responsabilité exige l'unité. C'est ainsi que je conçois à la fois ma candidature et demain, si les Français m'en donnent mandat, ma responsabilité de chef de l'Etat.

Cette idée de la République ne me quitte jamais, et je ne changerai pas de discours. Je ne modifierai pas mon attitude. Le rassemblement, je le voulais hier. Je le veux aujourd'hui. Et je le voudrai encore davantage demain. Je ne me laisserai pas détourner de mon cap, de mon objectif. Parce que j'ai un devoir – envers mon pays, envers vous : rendre possible le changement ! Ouvrir un avenir meilleur ! Retrouver le rêve Français qui a fait notre grandeur ! Bref, changer le destin de notre pays.

Le rassemblement, pour ce qui me concerne, ce n'est pas un propos de circonstance. Ce n'est pas un réflexe patriotique. Ce n'est pas un sursaut lié à l'épreuve – par ailleurs nécessaire. Non, le rassemblement, c'est une constance. Pas une circonstance.

Rien, je vous le dis ici à Aurillac, rien n'empêchera le changement qui vient ! Rien n'arrêtera le changement : ni les forces de la division, ni celles de la soumission et encore moins celles de la réaction. Le changement, il vient ! Il arrive ! Il est nécessaire ! Il est attendu ! Il est espéré !

Ce changement, je dois le porter ! Aucune épreuve, aucune force contraire, aucune polémique, aucune attaque n'empêchera l'avènement de ce changement si vous – vous ! – en décidez. Ce changement, je le porte. Mais ce sont les Français qui vont, par leur vote, dire s'ils le veulent maintenant.

Il se détermine le 22 avril, au premier tour, le changement. Il se construit là, pour devenir irréversible le 6 mai !

Trois mots m'inspirent, au moment où je parle devant vous. Le premier, c'est la conscience : conscience de mon devoir – d'abord de faire le changement, ensuite de le réussir. Ensuite, c'est la confiance : celle que j'ai dans mon pays et celle que le pays doit porter, aussi, vers ma candidature. Et enfin, le dernier mot, c'est la cohérence : la cohérence de mon projet, 60 propositions que j'ai présentées. Pas besoin d'improvisation ! Pas besoin d'annonces précipitées ! Pas besoin de découvertes soudaines ! Pas besoin, non plus, de promesses inconsidérées ! Pas besoin d'une campagne qui ne serait qu'une suite, là encore, de virevoltes, de circonstances et qui, en définitive, abuserait une nouvelle fois les Français qui doivent regarder les cinq dernières années s'ils veulent savoir ce qu'ils ne veulent plus pour les cinq prochaines !

Et donc, fort de cette conscience, de votre confiance et de la cohérence que je porte, je veux aller vers les Français pendant le mois qui nous sépare du premier tour. Nous le ferons avec toute la responsabilité qui doit être la nôtre, toute la retenue en fonction des événements qui se sont produits – et en même temps, avec la ferme détermination de convaincre et de ne pas laisser les enjeux s'obscurcir ou se confondre.

L'enjeu, c'est l'avenir de la France !

Rien, je vous l'ai dit, rien n'empêchera le changement. Nous avons à construire, à écrire une nouvelle page de notre histoire. Nous l'écrivons ensemble, pour la jeunesse de France ! Pour lui tenir la promesse de la République que nous-mêmes nous avons reçue des générations précédentes. Oui, nous lui ouvrons, à cette jeunesse de France, un nouveau chemin – qui d'ailleurs sera celui de toute la Nation : le chemin de la justice, le chemin du redressement, le chemin du progrès, de la dignité, de l'espérance ! C'est en faisant revivre le rêve français que l'on fera aimer la France par tous ses enfants.

Je veux faire aimer la France par toutes les forces qui l'animent ! Je veux faire aimer la France parce que je veux que la République soit plus grande au lendemain du 6 mai, après notre victoire – cette victoire que nous devons bâtir, que nous devons façonner. Un mois pour y parvenir ! Je vous fais appel : c'est vous, c'est vous ici rassemblés et, au-delà de vous, tous les Français – en tout cas une majorité d'entre eux – qui doivent maintenant décider de leur destin. Il ne reste qu'un mois. Un mois ! Un mois, c'est peu. Un mois, c'est encore beaucoup. Des événements – je l'avais dit – peuvent toujours survenir. Chacun doit être pris pour ce qu'il est, c'est-à-dire un défi qui doit nous rehausser à chaque fois et nous mettre à la hauteur de ce que les Français exigent.

Je veux vous faire gagner – non pas vous parce que vous êtes là devant moi –, je veux faire gagner la France et la République !

Voilà mon devoir. Voilà ma tâche. Voilà ma mission. Voilà mon objectif. Et voilà pourquoi je suis confiant d'être devant vous, ici, à Aurillac comme candidat à la présidence de la République française !